

Nous lui avons dit, à M. Borden, que le comité de défense impériale était purement un corps d'avisers, et n'est pas et ne peut, dans aucun cas, devenir un corps chargé de décider de la politique, qui est et doit rester la seule prérogative du cabinet subordonné à l'appui de la Chambre des communes.

Je ne sais pas pourquoi le premier ministre du Canada accepterait une pareille rebuffade et une pareille mercuriale de la part du secrétaire colonial. Ce mémoire de M. Harcourt a été remis quelques semaines après que le très honorable ministre eût fait la déclaration que j'ai lue il y a un instant, et après qu'il eût formé le projet d'envoyer un représentant auprès de la Grande-Bretagne. J'ai le plus grand respect pour le premier ministre du Canada, mais il me semble que dans cette occasion il s'est mis dans le cas de recevoir une rebuffade. Pour confirmer ce que je dis, je pourrais citer les paroles de M. Asquith à la conférence impériale de 1911 à laquelle il a également dit franc et net qu'il ne favoriserait pas une pareille chose, qu'il ne l'accepterait pas et que la Grande-Bretagne devait suivre la politique qu'elle avait suivie dans le passé. Je n'ai pas besoin d'en dire plus sur ce sujet. C'est une impossibilité sine qua non d'avoir une politique navale permanente. Il a dit à Londres, il a dit sur le parquet de cette Chambre, qu'avant de présenter une politique navale permanente il fallait régler la question de notre représentation et de notre part dans la direction de la politique étrangère de la Grande-Bretagne.

C'est une impossibilité. Les Anglais l'ont dit; ils désirent gouverner eux-mêmes et s'occuper de leurs propres affaires. Pourquoi mon très honorable ami persiste-t-il à énoncer une condition qu'il sait ne jamais pouvoir être accordée? Je crois qu'en voici l'explication. Mon très honorable ami se trouve dans cette position qu'il doit établir une condition qui soit une excuse éternelle pour ne pas avoir une marine permanente. Il aura cette excuse dans la condition que nous devons être représentés dans la direction de la politique étrangère de la Grande-Bretagne. Nous n'y serons jamais représentés du temps de notre génération. Mon très honorable ami le sait aussi bien que le sait M. Asquith, aussi bien que le sait M. Harcourt. Il dit que c'est une belle excuse; ce sera toujours une bonne excuse; de sorte qu'il dit: Je n'aurai pas de politique navale permanente tant que cette question ne sera pas réglée d'une façon satisfaisante avec le peuple de la Grande-Bretagne. Dans l'intervalle il a fait la cour à ses amis nationalistes. Il s'est rendu à eux. Je dis ces mots solennellement à mon très honorable ami. Je l'en accuse. Il a de propos délibéré marché vers cette reddition les yeux grands ouverts. Depuis que le résultat de

M. KNOWLES.

l'élection du 21 septembre 1911 a été connu, mon très honorable ami a marché dans un sentier qui ne pouvait le conduire nulle part ailleurs qu'à la malheureuse et embarrassante position dans laquelle nous le trouvons ce soir. Ce que je considérais, dès le début, comme le grand problème était ceci: Comment mon très honorable ami va-t-il se tirer d'embarras avec ses alliés nationalistes, une fois qu'il en aura fait ses alliés? J'aimerais à savoir, monsieur l'Orateur, votre propre opinion dans l'Ontario, le jour où il a été annoncé qu'il allait prendre les nationalistes dans son cabinet. J'ai vu que mon très honorable ami aurait des désagréments, le jour même où il a pris ces nationalistes dans son cabinet, ces hommes dont la politique est si différente de la sienne et plus différente de la sienne que la politique du très honorable leader qui dirige l'opposition et de ceux de nous qui siégeons derrière lui.

Il les a pris dans son cabinet, ils siègent autour de la table où ils sont supposés n'avoir qu'une seule pensée en avisant Sa Majesté. Mon très honorable ami a fait ce qui n'a jamais été fait auparavant dans l'histoire britannique par un premier ministre; il a appelé au conseil du cabinet des hommes qu'il savait n'être pas d'accord avec lui sur les plus grandes questions du jour devant le pays et sur les plus grandes questions que le Canada ait jamais eues devant lui. Il a ainsi violé le principe fondamental de tout Gouvernement: l'unité de politique.

Sachant cela, il a de propos délibéré marché dans le sentier qui ne pouvait le conduire ailleurs qu'à la reddition à ces alliés nationalistes. Mon honorable ami avant les élections, surtout dans l'Ontario, allait faire des choses étonnantes. Qui eût jamais pensé, disons de bonne heure en septembre, qu'on aurait trouvé M. Bourassa, le très honorable leader du Gouvernement et M. Armand Lavergne discutant la question de savoir qui formerait partie du cabinet? Le peuple eût ri de vous et de moi, si nous avions dit cela, monsieur l'Orateur. Ils étaient aussi divergents et aussi éloignés les uns des autres que les pôles. Lorsqu'il y eut une chance de se réunir et de mettre Laurier ils se réunirent; ils ont fait une alliance; les délices irrésistibles du pouvoir les ont tenus ensemble pendant seize mois, et ce n'est que le désir de conserver le pouvoir qui a tenu ce Gouvernement debout. Ils savent bien que s'ils ne s'y pendent pas ensemble, ils seront perdus séparément. Mon très honorable ami avant l'élection a parlé de son impérialisme; non seulement les nationalistes avaient tort, très, très tort, mais, selon lui, même le premier ministre d'alors avait tort. Mon honorable ami était prêt à donner au peuple un impérialisme très pur; il était prêt à lui montrer un cabinet qui était plein de palpi-